

2016

Rapport d'Orientations Budgétaires



Service Finances

Ville de Cavalaire-sur-Mer : Rapport
d'Orientations Budgétaires 2016
Conseil Municipal du 25/02/2016

Rapport d'orientations budgétaires

Exercice 2016

Dès notre prise de fonctions à la tête de cette Commune, une stratégie financière a été élaborée afin de concilier le passif dont nous avons hérité et nos projets pour Cavalaire.

Rappelons qu'en 2014, la hausse des taux d'imposition avait été obligatoire pour solder le contentieux Pardigon et faire face à une épargne nette de **-1 174 193 €** et que la dette communale s'élevait à 18 millions d'euros, sans capacité d'épargne pour régler les échéances d'emprunts ! Rappelons également que cette situation a valu à Cavalaire d'être inscrite dans le réseau d'alerte par la Direction Départementale des Finances Publiques.

Cette hausse des impôts, votée avant que l'Etat décide de baisser drastiquement ses dotations aux communes, était assortie d'un triple engagement, piliers de notre stratégie :

- La diminution progressive des taux d'imposition à partir de 2015 et la maîtrise de notre endettement, grâce à d'une part à :
- La maîtrise et la rationalisation des dépenses communales (faire mieux avec moins), et d'autre part au :
- Renforcement de l'attractivité du territoire par la réalisation d'investissements structurants, par un programme d'animation renouvelé et par une valorisation durable de son patrimoine naturel et culturel.

Cette stratégie a été le fondement de nos orientations budgétaires 2015 ; elle est notre préoccupation principale, et demeure de ce fait au cœur de nos orientations budgétaires 2016.

C'est cette stratégie qui a été exposée à Monsieur le sous-Préfet en octobre 2015, dans le cadre d'un plan de redressement des finances communales produit à sa demande dans le cadre du suivi particulier imposé du fait de notre inscription dans le réseau d'alerte.

Une diminution progressive des taux d'imposition

Si l'augmentation des impôts locaux en 2014 a généré un produit fiscal supplémentaire de 2 605 000 €, cela n'a pas suffi à couvrir :

- Le litige Pardigon d'un montant de 2 357 630 € (reprise provision de 682 267 € déduite) ;
- La baisse DGF 2014 de 155 180 € ;
- La perte 2014 des produits de jeux du casino de 21 851 € ;
- La perte 2014 sur les droits de mutation de 43 305 € ;
- La perte 2014 sur la taxe de séjour de 42 295 € ;
- Un disponible de clôture 2013 de -23 322 €.

Sans avoir énuméré l'ensemble des pertes subies sur nos recettes 2014, nous arrivons déjà à un total de 2 643 583 € à couvrir. Il a donc fallu trouver d'autres ressources et réduire nos dépenses

pour équilibrer nos budgets et pour redonner à notre Commune une capacité d'autofinancement suffisante pour envisager ses investissements structurants.

En 2015, les taux d'imposition ont été diminués de – 5,9 %. Cette baisse aurait été plus importante si nous n'avions pas eu à subir la scandaleuse diminution des aides de l'Etat à travers la baisse de notre Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), afin de contribuer au redressement des finances publiques :

- En 2014 : - 155 180 €
- En 2015 : - 537 852 €
- En 2016 : - 920 524 €
- Pour 2017 : - 1 303 196 €

Ainsi, en 2017, nous aurons perdu 2 916 752 € de recettes pérennes.

Il faut également mentionner la participation 2015 de la ville de Cavalaire en tant que commune « riche » au financement des communes « pauvres » au travers du FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) à hauteur de 120 163 euros.

Malgré ce contexte difficile, commun à toutes les communes de France, mais amplifié pour Cavalaire par notre situation budgétaire dégradée fin 2013, nous avons décidé, conformément à notre stratégie financière, de baisser les taux des taxes communales de 2 %.

Cette baisse de 2 % peut apparaître de nouveau insuffisante pour satisfaire tout le monde. Nous en sommes conscients, comme nous sommes conscients que nous évitons dans le contexte actuel d'imposer de fortes hausses comme le font beaucoup de collectivités territoriales (à l'image du département du Var qui a majoré son taux de taxe foncière de + 19,5 % en 2015), ou de supprimer par exemple, comme le font encore beaucoup de collectivités, les festivités, les feux d'artifices, le corso du mimosa ou les activités du CCAS. Nous sommes également conscients de continuer à offrir aux familles résidentes des services indispensables à leur vie quotidienne et de maintenir et favoriser l'activité touristique indispensable à notre attractivité qui est la base de notre économie.

Une maîtrise de l'endettement

L'année 2015 s'est achevée sans avoir eu recours à l'emprunt, que l'on avait programmé à hauteur de 500 000 €.

Fin 2015, la dette communale a été ramenée à la somme de 16 892 015 €, contre 17 994 873 € au CA 2014, soit plus de 1 100 000 € de désendettement réalisé sur une seule année.

L'objectif pour 2016 est de continuer à désendetter la Ville afin de préparer au mieux nos futurs investissements structurants.

Nous exposons dans notre plan de redressement des finances communales (consultable en ligne sur le site internet de la Ville) une limitation de l'emprunt à 500 000 € par an jusqu'en 2019.

En 2016, considérant le non recours aux 500 000 € d'emprunt en 2015, nous prévoyons un recours à 700 000 € d'endettement maximum soit une moyenne de 350 000 € sur les deux exercices cumulés.

Une rationalisation des dépenses communales

La baisse fiscale de 2 %, nécessite que nous continuions à gérer et organiser les services pour travailler aussi bien tout en réalisant des économies.

En 2016, notre objectif est maintenir un effectif constant d'agents permanents, de limiter au strict nécessaire les remplacements pour maladie, accident, de favoriser les mouvements internes de personnel, tout en augmentant les services rendus à la population (comme le guichet unique ou l'extension du transport scolaire aux maternelles). Cette politique d'optimisation de nos ressources humaines, fondée sur les principes de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, nous permettra de contenir la masse salariale au plus près de la réalisation 2015.

De même, nous accentuerons le recours aux travaux effectués en régie par nos agents, moins coûteux dans certains cas que leur réalisation par des entreprises privées.

Le bilan 2015 va faire apparaître dans le prochain compte administratif les chiffres qui découlent de notre action. Nous étions marqués en rouge dans le réseau d'alerte des Finances Publiques suite aux résultats 2013 (signalons que seulement 4 % de communes sont concernées) car notre capacité d'épargne était négative.

Fin 2015, en 20 mois d'exercice (depuis avril 2014) nous sommes enfin sortis de ces difficultés, tout en ayant budgétisé une baisse de 5,9 % des impôts locaux à laquelle viendra s'ajouter la baisse de 2 % proposée pour 2016. Soit un recul de 7,9 % des augmentations décidées en 2014, qui étaient de 19,49 % et non 24 % annoncés par certains. Donc, à ce jour, en faisant une simple soustraction, l'augmentation 2014 est ramenée de 19,49% à 11,59% ; et notre stratégie financière permettra demain de faire encore baisser ces taux.

Grâce à notre action, nous pourrons atteindre un double objectif budgétaire : reconstituer notre capacité d'épargne nette et ramener notre endettement à un niveau satisfaisant au regard des critères définis par l'Etat.

Ainsi, nous serons à même, d'ici 2 à 3 ans, de pouvoir financer nos projets structurants (aménagement du centre ville et le centre culturel).

Dès 2016, au travers de la révision générale de notre plan local d'urbanisme qui sera prochainement prescrite, de l'opération de redéploiement du secteur portuaire et des études qui seront lancées pour le réaménagement du centre ville et la création d'un centre culturel, nous construirons en concertation le Cavalaire de demain.

Notre stratégie financière révélera ainsi progressivement tout son sens, envers et contre tous les jugements partiels et désinformateurs que propagent certains.

Table des matières

Préambule

I - Analyses et perspectives économiques 2016

1. Contexte international et national
2. L'impact sur les collectivités territoriales

II - Orientations budgétaires et stratégie financière 2016

1. Les équilibres de fonctionnement
 - a. Les dépenses de fonctionnement
 - b. Les recettes de fonctionnement
2. La politique d'investissement
3. Analyse de la dette

III – Les budgets annexes

Préambule

Rendu obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants par la Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (loi ATR), le Débat d'Orientations Budgétaires constitue la première étape dans le cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Conformément à l'article L2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales, il doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen et le vote du Budget Primitif. Il n'a aucun caractère décisionnel, cependant, conformément à la loi, sa teneur doit faire l'objet d'une délibération.

Le règlement intérieur de notre assemblée, approuvé par délibération en date du 17 juillet 2014, précise en son article 17 que le Débat d'Orientations Budgétaires portera sur la politique budgétaire générale de la Commune et notamment sur les grandes orientations en matière de :

- Politique fiscale directe
- Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement
- Politique d'investissement
- Politique d'emprunt

Etape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités, ce débat doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité et de présenter les orientations envisagées pour l'élaboration du Budget Primitif.

Au vu de cet objet, le Rapport d'Orientations Budgétaires, sur lequel se fonde le débat, vise à présenter à l'Assemblée délibérante non pas un budget arrêté, mais bien des orientations qui doivent faire l'objet d'un débat dont le contenu pourra le cas échéant être utilisé en retour à des fins d'amendement du projet de budget primitif.

Ce Rapport contient toutefois des informations chiffrées suffisamment précises pour permettre à chaque élu de notre Assemblée d'être informé des traductions budgétaires qui seront issues des orientations et qui aboutiront au budget primitif dont l'examen et le vote auront lieu lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

I - Analyses et perspectives économiques 2016

1. Contexte international et national

Un enchaînement des réformes, une dette nationale qui continue d'augmenter, des regroupements territoriaux brutaux, une perte de repères, un manque de clarté et de lisibilité, c'est dans un tel contexte que les communes doivent poursuivre leurs missions auprès des administrés dont les besoins et les attentes ne cessent de s'accroître.

L'économie française, toujours en berne cette année, est à nouveau marquée par :

- un taux de chômage élevé (10,3 %) à fin octobre 2015 sans réelles perspectives d'amélioration,
- un niveau d'endettement public dépassant le seuil des 2 105 Mrds d'euros soit 97,6 % du PIB,
- une inflation quasi au point mort (+ 0,1 %) malgré les mesures correctives de la BCE pour tenter de relancer la croissance avec une baisse exceptionnelle due à la chute du coût du pétrole.

En 2016, l'effet de ciseaux entre les recettes et les dépenses de fonctionnement s'accroîtra et l'autofinancement des collectivités locales connaîtra un nouveau repli avec notamment la poursuite de la baisse brutale et massive des dotations de l'Etat et le renforcement des péréquations.

Pour autant, il convient d'aller de l'avant et de faire face aux turbulences budgétaires subies et aux incidences liées au nouveau regroupement dont nous ne maîtrisons pas encore l'ensemble des effets. Notre Ville s'est toujours imposé un pilotage permanent de la dépense publique, il nous faudra encore renforcer cette maîtrise.

La France a atteint timidement les 1,1% de croissance en 2015, alors que la croissance de la zone euro est estimée à 1,6%. Cet écart de croissance provient essentiellement de l'investissement dans le domaine de la construction qui se stabilise dans la zone euro alors qu'il continue de reculer en France.

La consommation des ménages (+1,7% plus forte hausse depuis 2007) soutiendrait la croissance en 2016 mais l'investissement des ménages (-3,6%) et celui des administrations publiques (-2,6%) continueraient de freiner l'activité.

La prévision de hausse des prix à la consommation hors tabac s'établirait en 2015 à +0,1 % alors que l'indice du « panier du maire » a augmenté de 1,1 % sur un an hors frais financiers (valeur juin 2015).

2. Impact sur les collectivités territoriales

Le Gouvernement a confirmé en 2015 sa volonté de faire participer les collectivités locales à la réduction des dépenses publiques par une contribution supplémentaire de 11 milliards d'euros de 2015 à 2017, venant s'ajouter à celle initiée dans la loi de finances de 2014 (6 Mrds € répartis sur 4 ans). L'ensemble de ces prélèvements représente, de façon cumulée, une ponction de 17 Mrds d'euros sur les collectivités.

Le PLF 2016 maintient le niveau de 3,67 Mrds € dont 2,07 Mrds € pour le bloc communal par prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement.

DES EQUILIBRES FINANCIERS FRAGILISES VOIRE IMPOSSIBLES

Pour la 4ème année consécutive, l'épargne brute est en baisse sur l'ensemble des collectivités ce qui entraîne un ralentissement important de la dépense d'équipement : -7,8 % en 2015 après -14,1 % en 2014 pour les communes. On constate un changement dans le mode de financement des investissements du bloc communal par l'utilisation des réserves et la progression accélérée de l'endettement en lieu et place d'une capacité d'autofinancement (CAF) qui se raréfie.

Néanmoins Cavalaire-sur-Mer, grâce à sa gestion financière très rigoureuse, ne suit pas cette tendance et à l'inverse améliore sa CAF, diminue sa dette et prépare ainsi ses investissements futurs.

Le Gouvernement a fixé l'objectif d'un ralentissement de la dépense locale de fonctionnement à + 1,3 % pour les communes.

DES REFORMES IMPORTANTES EN CHANTIER POUR LES COLLECTIVITES

La loi de finances rectificative pour 2015 ainsi que la loi de finances 2016 prévoient notamment :

- le report de 2016 à 2017 de l'application de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels ;
- une réforme de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères notamment pour le financement des déchets assimilés qui ne passera plus forcément par une redevance spéciale mais par une part incitative de TEOM ;

- la réforme de la DGF dont l'objet est d'en simplifier l'architecture, d'en accroître la dimension péréquatrice, de « résorber progressivement les écarts et renforcer la solidarité entre collectivités » et d'en rationaliser les critères de répartition. Il s'agit d'une refonte importante dont les effets attendus ne sont pas lisibles aujourd'hui mais dont l'effet péréquateur semble être certain malgré un tunnel de sécurité qui devra être conservé plusieurs années pour permettre aux collectivités d'essayer de faire face à cette réduction massive et durable ;
- L'élargissement du FCTVA aux dépenses d'entretien du patrimoine et de la voirie dès 2015 ainsi qu'aux investissements dans le haut débit à compter de 2016 ;
- Le report au 1^{er} janvier 2018 de la réforme du stationnement payant ;
- Le montant du FPIC fixé à 1 milliard d'euros en 2016 (contre 780 millions en 2015). Cette disposition devra retenir particulièrement l'attention des ensembles intercommunaux contributeurs.

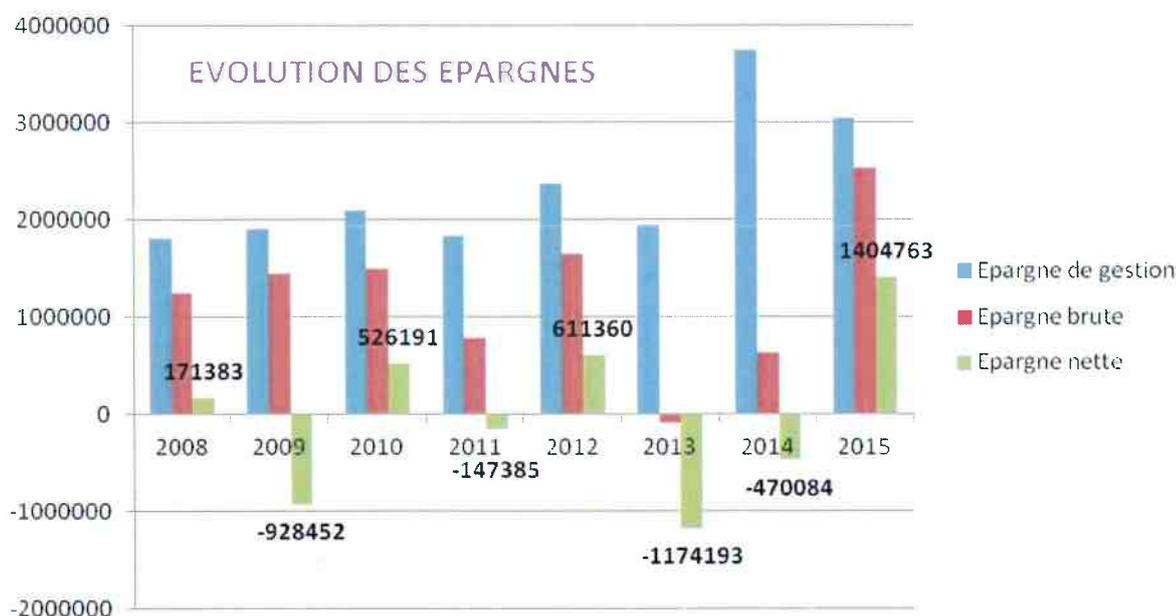
II - Orientations budgétaires et stratégie financière 2016

Le budget est l'acte politique majeur d'une collectivité. Même si le Débat d'Orientations Budgétaires n'est pas encore le Budget Primitif, il définit les principaux axes de la stratégie financière.

L'évaluation des grandes masses budgétaires de l'année 2016 a été établie en tenant compte du contexte économique détaillé ci-dessus et en distinguant les facteurs économiques que nous subissons de ceux que nous maîtrisons.

1. Les grands équilibres de la section de fonctionnement

Evolution de notre épargne de gestion, épargne brute et épargne nette



Notre épargne nette 2015 (marge de manœuvre dont dispose la collectivité pour autofinancer ses investissements, une fois le capital de sa dette remboursé) est de nouveau positive à hauteur de 1 404 763 euros, après avoir été négative en 2013 et 2014.

Plus l'épargne nette d'une collectivité est importante, moins elle aura besoin de recourir à l'emprunt. Les emprunts alourdissent en effet les marges de manœuvre des années futures car ils diminuent à la fois l'épargne brute par l'augmentation des intérêts à payer et l'épargne nette, par un remboursement en capital plus important.

Evolution de nos dépenses et recettes réelles de fonctionnement :

Dépenses et recettes réelles de fonctionnement



En 2013 les dépenses réelles de fonctionnement (24 271 356 €) ont été supérieures aux recettes réelles de fonctionnement (24 180 041 €). L'effet ciseaux sur les finances communales a donc joué à plein sur la période 2008 – 2013, se traduisant par un autofinancement de nos investissements nul en 2013. Cette situation a conduit la commune à être inscrite dans le réseau d'alerte des finances publiques.

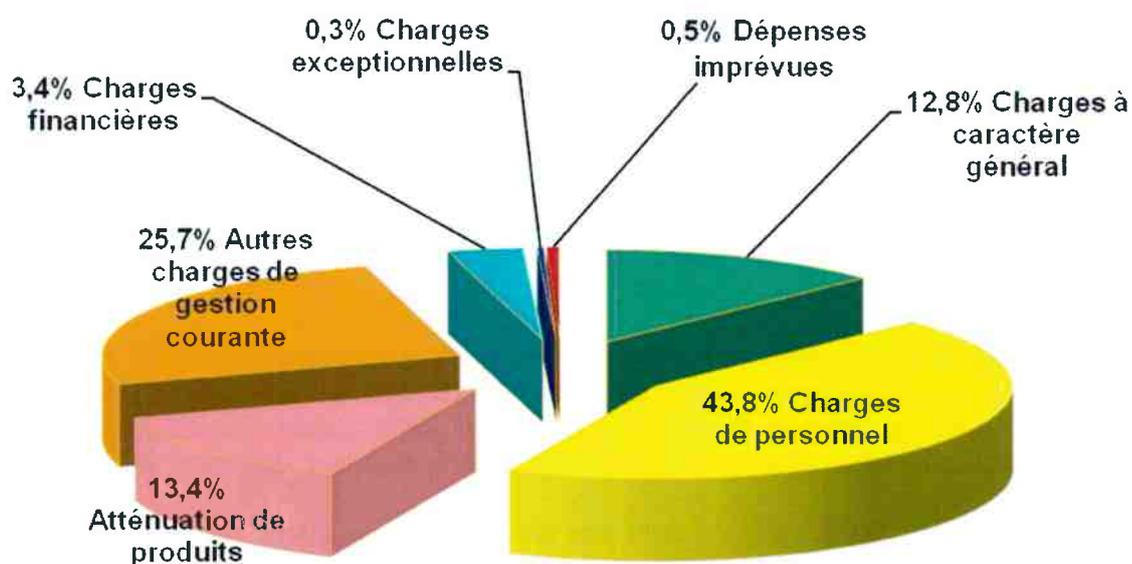
a. Nos dépenses de fonctionnement

En 2016, nous prévoyons une maîtrise des dépenses de fonctionnement encore renforcée. Depuis de nombreuses années, la gestion optimale des deniers publics est une ligne de conduite que la Ville s'impose. Cette exigence a été renforcée dès avril 2014 autour d'un double objectif : réduire la dépense publique sans altérer la qualité des services à la population et consolider l'autofinancement de la Ville.

Le budget de fonctionnement 2016 sera impacté par les mesures positives de cette démarche volontaire avec -0,53 % sur nos dépenses réelles.

	Budget 2015	Prévisionnel 2016	Évolution 2016/2015	Évolution 2016/2015
Total charges à caractère général	2 742 081 €	2 741 793 €	-288 €	-0,01%
charges de personnel	9 194 305 €	9 386 545 €	+192 240 €	+2,09%
Atténuation de produits	2 986 213 €	2 862 213 €	-124 000 €	-4,15%
Autres charges de gestion	5 554 026 €	5 511 996 €	-42 030 €	-0,76%
Charges financières	774 133 €	727 670 €	-46 463 €	-6,00%
Charges exceptionnelles	51 500 €	63 000 €	+11 500 €	NS
Dépenses imprévues	221 879 €	117 754 €	-104 125 €	NS
Total charges réelles	21 524 137 €	21 410 971 €	-113 166 €	-0,53%

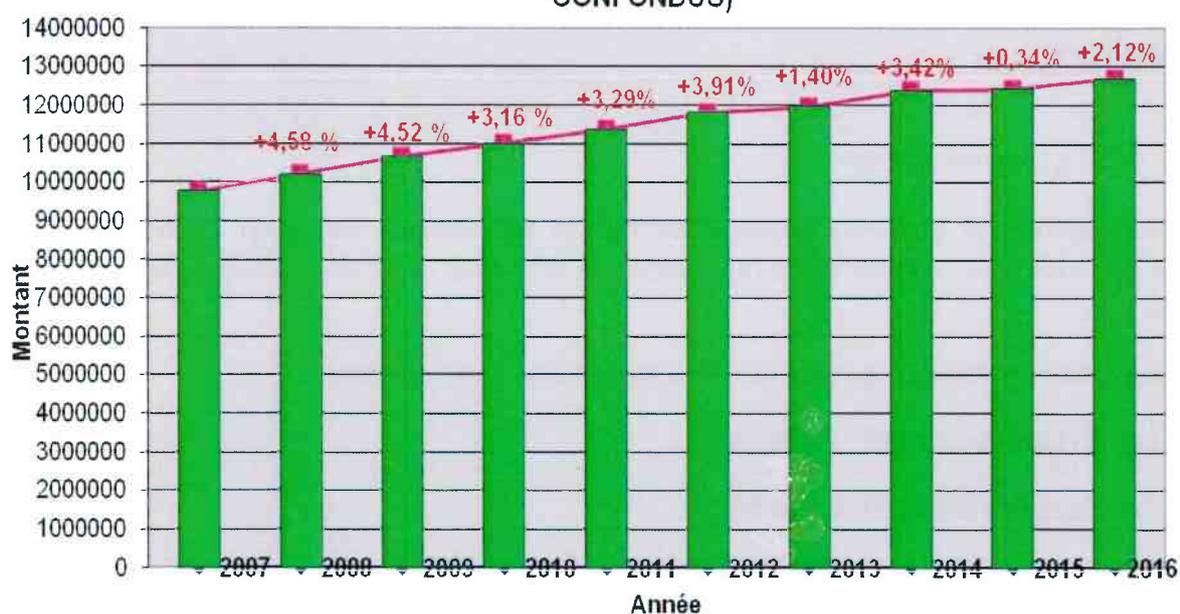
REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE



Les principales variations enregistrées sont les suivantes :

- **Les atténuations de produits** sont en baisse en raison de la prise en charge par la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez du Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) d'un montant de 124 000 euros.
- **Les charges financières**, après une baisse de 3,15 % constatée en 2015, enregistrent à nouveau une baisse de 6 % grâce à la politique de désendettement mis en place dès le budget 2014.
- **Les charges de personnel**. Entre 2008 et 2014 ces dernières ont connu une évolution moyenne de **+3,49 %**. En 2015 l'augmentation de la masse salariale de notre commune a été limitée à **+0,34 % tous budgets confondus**. Un résultat très encourageant et jamais constaté à ce jour. Les mesures et les efforts consentis doivent se poursuivre. Pour 2016 seul l'impact du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) a été pris en compte, se traduisant par une hausse de 2,09 %. Nous avons donc appliqué le principe de prudence, mais les actions menées en 2015 seront reconduites en 2016 et devraient ainsi réduire sensiblement cette hausse.

EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL (TOUT BUDGETS CONFONDUS)



b. Nos recettes de fonctionnement

En Euros	BP 2015	Prévisionnel 2016	Ecart	Ecart
Impôts et taxes	18 411 937 €	18 578 534 €	+166 597 €	+0,90%
Dotations et participations	2 147 219 €	1 641 915 €	-505 304 €	-23,50%
Produits des services et du domaine	1 685 150 €	1 327 000 €	-358 150 €	-21,30%
Autres produits de gestion courante	293 765 €	711 300 €	+417 535 €	+142,10%
Produits financiers	53 €	40 €	-13 €	-24,50%
Autres produits (<i>remboursement sur rémunération personnel</i>)	160 500 €	191 000 €	+ 30 500 €	+19,00%
Recettes réelles Fonct hors Pdts exceptionnels	22 698 624 €	22 399 789 €	-298 835 €	-1,32%
Produits exceptionnels	279 000 €	11 000 €	-268 000 €	NS
Total recettes réelles de Fonctionnement	22 977 624 €	22 460 789 €	-516 835 €	-2.25%

Globalement nos recettes réelles de fonctionnement 2016 sont en baisse de 2,25 %. Les principales évolutions sont les suivantes :

➤ Impôts et taxes :

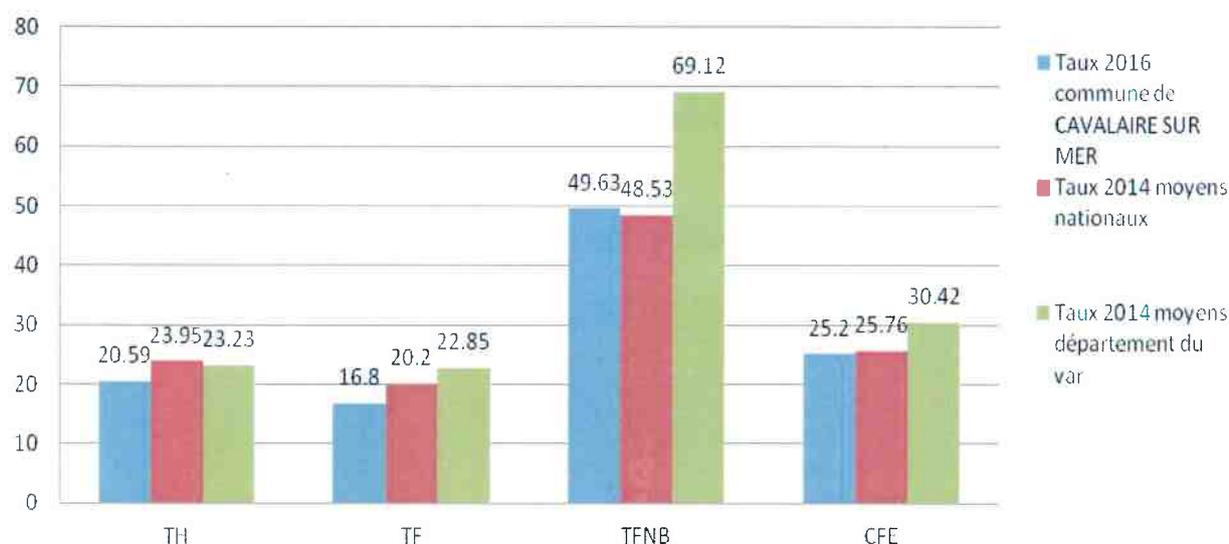
La fiscalité directe :

La décision de réduire nos taux d'imposition directs se poursuit. Ainsi, en 2016 une baisse de 2 % sera appliquée sur nos taxes communales. De son côté l'Etat impose une revalorisation des bases de 1 %.

Les taux d'imposition applicables en 2016 seront donc les suivants :

- Taxe d'Habitation 2016 : 20,59 %
- Taxe Foncière Bâtie 2016 : 16,80 %
- Taxe Foncière Non Bâtie 2016 : 49,63 %
- Cotisation Foncière des Entreprises 2016 : 25,20 %

Fiscalité directe locale



La fiscalité directe locale de Cavalaire-sur-Mer, en comparaison avec les taux moyens nationaux 2014 et les taux moyen 2014 du département du Var, se situe à un niveau inférieur.

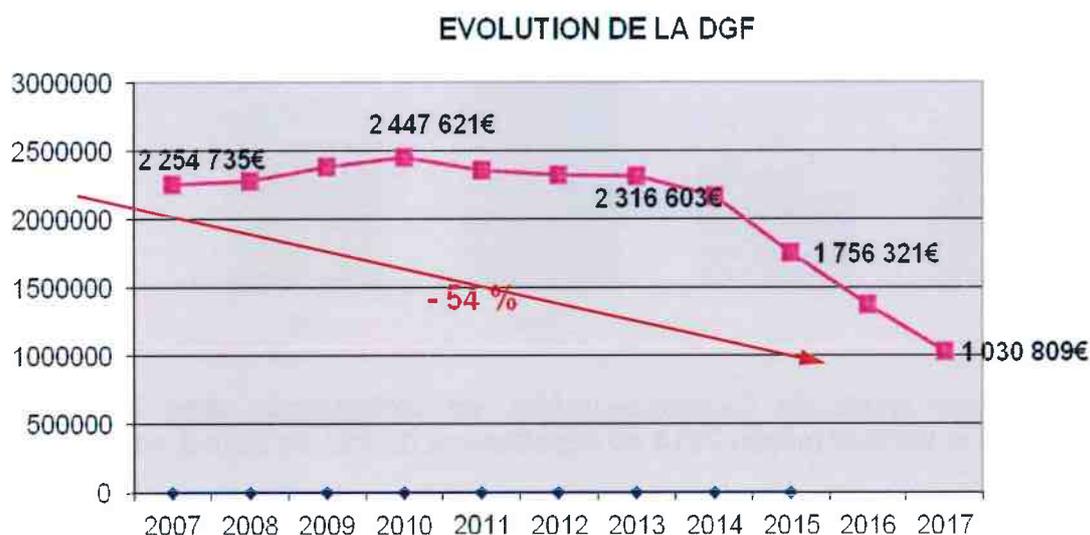
Faut-il encore ajouter que les taux moyens nationaux et départementaux 2015 (non diffusés à ce jour) ont été augmentés de manière conséquente, ce qui va accentuer les écarts affichés ci-dessus.

La fiscalité indirecte :

- Le produit des droits de place du marché passe de 70 000 € à 120 000 euros, d'après le réalisé 2015 ;
- Les prévisions de recettes du stationnement payant, basées sur le réalisé 2015, enregistrent une hausse de 13 % pour atteindre 331 390 euros ;
- Les tarifs des droits d'occupation du domaine public ont été revalorisés de 1% pour 2016, et les bases ont été optimisées par la création de nouveaux espaces d'occupation ;
- Les recettes issues de la taxe additionnelle aux droits de mutation progressent de 14 % en fonction du réalisé 2015 ;
- Le pourcentage du prélèvement communal sur les produits des jeux du casino est passé, en application de la DSP de 2012, à 12 % au lieu des 10 % depuis le 1^{er} novembre 2015.

➤ Dotations et participations :

Ce poste de recettes enregistre une baisse essentiellement due à la diminution de notre DGF 2016 (Dotation Globale de Fonctionnement) versée par l'Etat. En effet, après avoir contribué pour le redressement des finances publiques à hauteur de 155 180 € en 2014 et 498 020 € en 2015, la ville de Cavalaire-Sur-Mer doit cette année participer à hauteur de 840 860 euros. Cette contribution décidée par le législateur depuis 2014 doit se poursuivre jusqu'en 2017 pour être ensuite pérennisée.



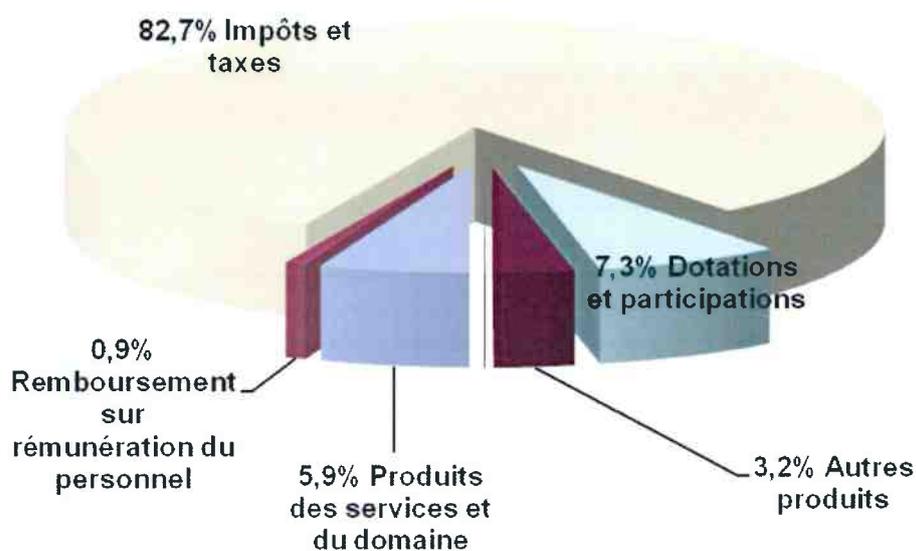
➤ Produits des services et du domaine :

La diminution de 358 150 € s'explique principalement par le transfert de la collecte des ordures ménagères à la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez depuis le 1^{er} mai 2015. En effet, du 1^{er} janvier au 30 avril 2015, la collecte a été réalisée par nos services, l'intercommunalité nous a donc remboursé le coût de ce service à hauteur de 398 093 euros.

➤ Les autres produits de gestion courante :

Ce chapitre est en très forte hausse car il enregistre le reversement de l'excédent du budget annexe « Lotissement du Jas » d'un montant provisoire de 400 000 euros.

REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE



L'excédent reporté prévisionnel 2015 de la section de fonctionnement est de 963 584 €. Ce qui finance en partie les 1 600 000 euros de virement à la section d'investissement inscrit dans notre budget 2016. Ce qui devrait permettre pour l'année 2016 de limiter l'emprunt à 700 000 euros et ainsi autofinancer nos investissements à hauteur de 70 %.

2. La politique d'investissement

Les projets d'investissement d'un montant prévisionnel de 2 408 659 € se décomposent comme détaillé ci-dessous :

<i>En Euros</i>	<i>Prévisionnel 2016</i>
Etudes et travaux	1 582 430 €
Etudes et frais d'insertion	60 000 €
Travaux	1 522 430 €
Acquisitions	826 229 €
Acquisitions foncières et terrains de voirie	167 600 €
Acquisitions pour l'amélioration du service public	658 629 €
<i>dont Véhicules</i>	258 120 €
<i>dont Installations de voirie</i>	53 050 €
<i>dont Matériel et mobilier</i>	240 118 €
<i>dont parc informatique et logiciels</i>	107 341 €
Total des dépenses d'équipement	2 408 659 €

Le programme de nos investissements 2016 prévoit notamment les opérations suivantes :

▪ Révisions, modifications PLU	50 000 €
▪ L'acquisition d'un appartement au mimosa	162 000 €
▪ Acquisition d'une balayeuse	161 000 €
▪ Remplacement de 9 véhicules	97 120 €
▪ Acq. de tables de tri et d'un déshydrateur fermentescible	39 400 €
▪ Extension mur d'escalade	60 000 €
▪ Extension et réhabilitation de la crèche	566 500 €
▪ Réfection de sol sportif de la salle de ping pong	30 000 €
▪ Acquisition d'une sanisette plage du Wafou	60 000 €
▪ Réhabilitation et modernisation de la voirie	381 630 €
▪ Travaux accessibilité voirie	100 000 €
▪ Modernisation éclairage public	70 000 €

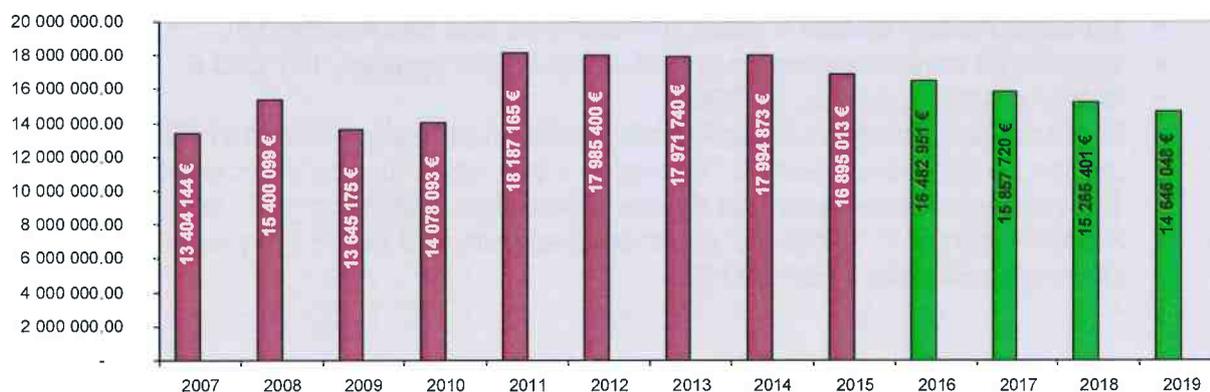
- Les recettes prévisionnelles d'investissement du budget 2016

Le programme d'investissement 2016 sera financé par les recettes suivantes :

- Un emprunt de 700 000 € (dont 200 000 € au titre des RAR 2015)
- le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, 197 000 €
- la taxe d'aménagement, 95 000 €
- le produit des amendes de police d'un montant prévisionnel de 131 000 €
- un don de 65 000 € affecté à l'opération d'extension du mur d'escalade
- Subventions d'investissement de nos partenaires extérieurs : 497 860 €
- Autofinancement : 2 063 882 € (amortissements 463 882 € ; virement de la section de fonctionnement 1 600 000 €).

3. Analyse de la dette

EVOLUTION DE LA DETTE AU 31/12/N



A compter de l'exercice 2015, il a été décidé de limiter l'inscription budgétaire des nouveaux emprunts annuels à 500 000 euros. Objectif bien plus que réalisé en 2015 puisque l'on n'a réalisé aucun emprunt. C'est pourquoi le projet de budget 2016 s'équilibre en section d'investissement avec un emprunt de 700 000 euros, les 200 000 euros supplémentaires sont pour financer nos restes à réaliser 2015.

Cette gestion de notre dette permettra de revenir fin 2019 à un endettement proche des 14 500 000 euros. Ainsi nos charges d'intérêts pèseront moins sur notre section de fonctionnement, et notre capacité à réaliser de nouveaux emprunts courant 2019 sera en adéquation avec le démarrage de nos projets immobiliers, notamment le centre culturel attendu par tous.

III – Les budgets annexes

a) Budget annexe de l'assainissement

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	975 620	987 176	1,18%	70	Produits des services	1 368 850	1 333 500	-2,58%
012	Charges de personnel	149 231	155 000	3,87%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	0	5 000	NS	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	174	134	-22,99%	75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	5 100	5 100	0,00%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	969	49 654	NS	77	Produits exceptionnels			
002	Résultats reportés	69 874	0	NS	002	Résultats reportés	0	36 668	NS
Total dépenses réelles		1 200 968	1 202 064	0,09%	Total recettes réelles		1 368 850	1 370 168	0,10%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	193 406	193 628	0,11%	042	Opérations d'ordre	25 524	25 524	0,00%
Total dépenses d'ordre		193 406	193 628	0,11%	Total recettes d'ordre		25 524	25 524	0,00%
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		1 394 374	1 395 692	0,09%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		1 394 374	1 395 692	0,09%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	7 994	8 034		10	Dotations	950	612	
20	Immobilisations incorporelles	0	55 000		13	Subv. d'investissements		200 000	
21	Immobilisations corporelles	34 190	13 500		16	Emprunts			
23	Travaux en-cours	495 202	586 000						
020	Dépenses imprévues	28 859	43 363						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	397 413	337 181	
Total dépenses réelles		566 245	705 897		Total recettes réelles		398 363	537 793	
040	Opérations d'ordre	25 524	25 524		021	Virement du fonct.			
041	Opérations patrimoniales	0	5 000		040	Opérations d'ordre	193 405	193 628	
Total dépenses d'ordre		25 524	30 524		041	Opérations patrimoniales		5 000	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		591 769	736 421		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		591 768	736 421	

b) Budget annexe des transports

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	140 370	139 550	-0,58%	70	Produits des services	0	0	
012	Charges de personnel	191 016	195 000	2,09%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	1 050	1 050	0,00%	74	Subv. d'exploitation	341 275	345 000	1,09%
66	Charges financières	4 556	3 778	-17,08%	75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	0	0		76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	9 941	23 110	NS	77	Produits exceptionnels	2 080	0	
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	26 316	42 412	NS
Total dépenses réelles		346 933	362 488	4,48%	Total recettes réelles		369 671	387 412	4,80%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	22 738	24 924	9,61%	042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		22 738	24 924	9,61%	Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		369 671	387 412	4,80%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		369 671	387 412	4,80%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	26 007	10 914		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles	1 000	0		13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	100 000	90 000		16	Emprunts			
23	Travaux en-cours	0	0						
020	Dépenses imprévues	816	5 062						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	105 085	84 381	
Total dépenses réelles		127 823	105 976		Total recettes réelles		105 085	84 381	
040	Opérations d'ordre	0	0		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales	0	5 000		040	Opérations d'ordre	22 738	24 924	
Total dépenses d'ordre		0	0		041	Opérations patrimoniales			
	RAR		3 329		Total recettes d'ordre		22 738	24 924	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		127 823	109 305		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		127 823	109 305	

c) Budget annexe du port public de plaisance

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	600 235	643 540	7,21%	70	Produits des services	1 220 618	1 274 600	4,42%
012	Charges de personnel	630 000	650 000	3,17%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	638 565	523 000	-18,10%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	39 871	37 552	-5,82%	75	Autres produits	783 000	731 750	-6,55%
67	Charges exceptionnelles	9 000	8 500	-5,56%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	11 958	53 993	NS	77	Produits exceptionnels	38 000	44 000	15,79%
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	235 394	231 378	-1,71%
Total dépenses réelles		1 929 629	1 916 585	-0,68%	Total recettes réelles		2 277 012	2 281 728	0,21%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	355 116	371 242	4,54%	042	Opérations d'ordre	7 733	6 099	-21,13%
Total dépenses d'ordre		355 116	371 242	4,54%	Total recettes d'ordre		7 733	6 099	-21,13%
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		2 284 745	2 287 827	0,13%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		2 284 745	2 287 827	0,13%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	45 242	47 483		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles	344 500	85 264		13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	185 690	264 392		16	Emprunts	70 000		
23	Travaux en-cours	50 000	45 000		23	Tvx en-cours avances	5 000		
020	Dépenses imprévues	38 936	49 161						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	241 985	258 522	
Total dépenses réelles		664 368	491 300		Total recettes réelles		316 985	258 522	
040	Opérations d'ordre	7 733	6 099		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales	5 000	5 000		040	Opérations d'ordre	355 116	371 242	
Total dépenses d'ordre		12 733	11 099		041	Opérations patrimoniales	5 000	5 000	
	RAR		132 365		Total recettes d'ordre		360 116	376 242	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		677 101	634 764		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		677 101	634 764	

d) Budget annexe parking Gleizes

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	25 650	31 050	21,05%	70	Produits des services	20 000	22 000	10,00%
012	Charges de personnel	13 000	15 000	15,38%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	2 000	2 000	0,00%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	698	566	-18,91%	75	Autres produits	0	0	
67	Charges exceptionnelles	1 500	1 500	0,00%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	1 551	3 602	NS	77	Produits exceptionnels	0	0	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	28 377	34 870	22,88%
Total dépenses réelles		44 399	53 718	20,99%	Total recettes réelles		48 377	56 870	17,56%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	3 978	3 152	-20,76%	042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		3 978	3 152	-20,76%	Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		48 377	56 870	17,56%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		48 377	56 870	17,56%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	5 045	5 177		10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles	4 500	4 500		16	Cautions restituées	1 500	1 500	
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues	496	511						
001	Résultats reportés				001	Résultats reportés	4 563	5 536	
Total dépenses réelles		10 041	10 188		Total recettes réelles		6 063	7 036	
040	Opérations d'ordre				021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre	3 978	3 152	
Total dépenses d'ordre		0	0		Total recettes d'ordre		3 978	3 152	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		10 041	10 188		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		10 041	10 188	

e) Budget annexe Maison funéraire

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	4 700	16 200	244,68%	70	Produits des services	11 500	11 500	0,00%
012	Charges de personnel	8 000	10 000	25,00%	013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	1 000	1 500	50,00%	74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	0	0		75	Autres produits	0	0	
67	Charges exceptionnelles	5 500	5 500	0,00%	76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues	98	2 290	NS	77	Produits exceptionnels	0	0	NS
002	Résultats reportés	0	0	NS	002	Résultats reportés	7 798	23 990	NS
Total dépenses réelles		19 298	35 490	83,90%	Total recettes réelles		19 298	35 490	83,90%
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	0	0		042	Opérations d'ordre	0	0	
Total dépenses d'ordre		0	0	#DIV/0!	Total recettes d'ordre		0	0	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		19 298	35 490	83,90%	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		19 298	35 490	83,90%

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts				10	Dotations			
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles				16	Cautions restituées			
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues				001	Résultats reportés			
001	Résultats reportés								
Total dépenses réelles		0	0		Total recettes réelles		0	0	
040	Opérations d'ordre				021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre			
Total dépenses d'ordre		0	0		Total recettes d'ordre		0	0	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		0	0		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		0	0	

f) Budget annexe du cimetière – vente de caveaux et columbariums

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	314 000	24 640		70	Produits des services	38 500	40 000	
012	Charges de personnel				013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion				74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	2 500	6 313		75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles	12 393	12 393		76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues				77	Produits exceptionnels			
002	Résultats reportés				002	Résultats reportés	12 393	12 393	
Total dépenses réelles		328 893	43 346		Total recettes réelles		50 893	52 393	
023	Virement en investissement								
042	Opérations d'ordre	38 500	40 000		042	Opérations d'ordre	316 500	30 953	
Total dépenses d'ordre		38 500	40 000		Total recettes d'ordre		316 500	30 953	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		367 393	83 346		TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		367 393	83 346	

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	22 000	17 139		10	Dotations	4 227	0	
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles				16	Cautions restituées	300 000	0	
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues								
001	Résultats reportés	4 227	0		001	Résultats reportés	0	8 092	
Total dépenses réelles		26 227	17 139		Total recettes réelles		304 227	8 092	
040	Opérations d'ordre	316 500	30 953		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre	38 500	40 000	
Total dépenses d'ordre		316 500	30 953		Total recettes d'ordre		38 500	40 000	
	RAR		0						
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		342 727	48 092		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		342 727	48 092	

g) Budget annexe lotissement du Jas

SECTION D'EXPLOITATION									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.	Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evo.
011	Charges à caractère général	13 000	10 000		70	Produits des services	2 085 500	2 085 500	
012	Charges de personnel				013	Atténuations de charges			
65	Autres charges de gestion	419 525	393 890		74	Subv. d'exploitation			
66	Charges financières	48 132	25 000		75	Autres produits			
67	Charges exceptionnelles				76	Produits financiers			
022	Dépenses imprévues				77	Produits exceptionnels			
002	Résultats reportés				002	Résultats reportés			
Total dépenses réelles		480 657	428 890		Total recettes réelles		2 085 500	2 085 500	
043	Opérations d'ordre int.section	48 653	25 000		043	Opérations d'ordre int.sect.	48 653	25 000	
042	Opérations d'ordre section	3 270 818	3 348 220		042	Opérations d'ordre	1 665 975	1 691 610	
Total dépenses d'ordre		3 319 470	3 373 220		Total recettes d'ordre		1 714 628	1 716 610	
TOTAL DEPENSE EXPLOITATION		3 800 127	3 802 110		TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		3 800 127	3 802 110	

SECTION D'INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016		Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	
16	Emprunts	1 750 000	1 750 000		10	Dotations			0
20	Immobilisations incorporelles				13	Subv. d'investissements			
21	Immobilisations corporelles				16	Cautions restituées	150 000		0
23	Travaux en-cours				23	Tvx en-cours avances			
020	Dépenses imprévues				001	Résultats reportés	0	93 390	
001	Résultats reportés	4 843	0						
Total dépenses réelles		1 754 843	1 750 000		Total recettes réelles		150 000	93 390	
040	Opérations d'ordre	1 665 975	1 691 610		021	Virement du fonctionnement			
041	Opérations patrimoniales				040	Opérations d'ordre	3 270 818	3 348 220	
Total dépenses d'ordre		1 665 975	1 691 610		041	Opérations patrimoniales			
RAR			0		Total recettes d'ordre		3 270 818	3 348 220	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		3 420 818	3 441 610		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT		3 420 818	3 441 610	

